

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19267 - 74ÈME ANNÉE

Européennes : l'élargissement des soutiens à «Pour une Europe des gens contre l'Europe de l'argent» continue

Graziella Leveneur à la rencontre populaire de Julie Pontalba



Graziella Leveneur au premier rang au centre, aux côtés notamment de Julie Pontalba, Philippe Berne, Denis Irouva et Elie Hoarau.

La réunion d'hier au Tampon a été marquée par l'intervention de Graziella Leveneur, membre de l'UFR et ancienne secrétaire générale de cette organisation. Pour l'UFR, le PCR est un compagnon de route, ce qu'a rappelé la présence de Julie Pontalba lors du dernier congrès de l'Union des femmes réunionnaises, au sein de la délégation du PCR invitée par l'UFR.

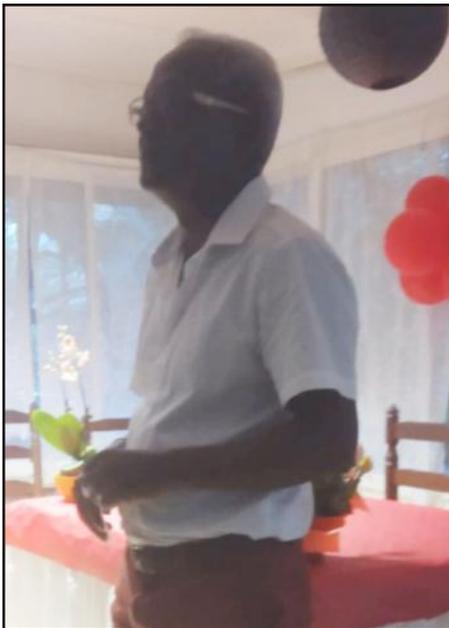
Hier au Tampon, une rencontre populaire avec Julie Pontalba était organisée. Après le mot de bienvenue de Johanny Gibraltar, secrétaire de la section communiste du Tampon, cette réunion a permis à la candidate PCR en 6e position sur la liste PCF conduite par Ian Brossat, de présenter les grandes orientations du programme qu'elle compte défendre au Parlement européen. Il repose essentiellement

sur la responsabilité, avec en particulier la revendication d'une globalisation des crédits européens alloués à La Réunion. Aujourd'hui, c'est l'Union européenne qui décide de la répartition de cet argent. Julie Pontalba se bat pour que cette responsabilité incombe aux Réunionnais. Ces crédits pourraient donc être gérés par une assemblée territoriale unique, autre revendication.

La revendication d'une présence réunionnaise aux négociations d'accords commerciaux menés par l'Union européenne avec nos voisins rencontre un écho particulier au Tampon. Cette commune comporte en effet de nombreuses exploitations agricoles. Leurs productions seraient directement concurrencées par les produits moins chers en provenance de notre région, si les intérêts de La Réunion ne sont pas pris en compte.

UFR et PCR compagnons de route

Comme lors de la précédente rencontre à la Rivière marquée par



Max Banon.

l'intervention de Philippe Robert, celle de Saint-Louis a traduit également un élargissement de la base électorale de Julie Pontalba. Max Banon, candidat soutenu par le PCR aux dernières législatives a confirmé son soutien. Graziella Leveneur, ancienne secrétaire générale de l'UFR, a également pris la parole. Rappelons que Julie Pontalba avait été invitée à participer au congrès des 60 ans de l'UFR au sein de la délégation du PCR. Lors de cet événement, l'UFR avait insisté sur le fait que le PCR était un compagnon de route de l'Union des femmes réunionnaises. Graziella Leveneur a également mené de nombreux combats à Saint-Pierre aux côtés d'Elie Hoarau, présent hier en tant que grand témoin, en qualité d'ancien député au Parlement européen.

Outre le président du PCR, Philippe Berne, ancien vice-président de la Région, a également pris la parole. Ses responsabilités au sein de cette collectivité lui ont permis de souligner l'importance de la relation avec l'Union européenne, qui participe à de nombreux investissements à La Réunion. Rappelons que pour la construction de la route des Tamarins, l'État avait refusé de soutenir financièrement le projet et c'était l'Union européenne qui était le partenaire de la Région présidée par Paul Vergès. Ceci a donné la possibilité à l'Union européenne de financer ce qui était alors le plus important investissement routier dans lequel elle était impliquée.



Graziella Leveneur.



Johanny Gibraltar.

M.M.

In kozman pou la rout

« Ekout pa in sèl zoizo shanté : ou lé pa pou alé loin konmsa »

Dann la natir na in bonpé zoizo. Tout i shant mé tout na poin lo mèm shanté. In moino i shant pa konm in martin, parèy pou in tourtrèl épi in mèrl Moris, parèy ankor pou cardinal avèk tèktèk. Mé ni pé dir galman dann in group lo mèm kalité zoizo, la pa tout i shant lo mèm shanson. Sanm pou moin, si ou i pé ékout tout zoizo, sir ké ou i sava pa antann lo mèm kozman, lo mèm bézoin, lo mèm traka, lo mèm kontantman. Astèr la sosyété d'moun lé parèy : si ou i vé konète kosa la éspasé pou vréman, ékout pa in sèl moun mé ékout plizyèr. Komansman, va anbrouye aou, mé lo vré va fini par fé son shomin. Alé ! Mi lèss azot réflèshi la dsi, é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Sans toit ou dans un logement insalubre, surpeuplé

85000 personnes mal-logées

Hier, la Fondation Abbé Pierre a présenté la déclinaison réunionnaise de son rapport annuel sur le mal-logement. D'après ces chiffres, ce sont 85.000 personnes qui sont mal-logées à La Réunion, c'est à dire sans toit, ou dans un logement insalubre, surpeuplé. Une des raisons est le prix trop élevé des loyers.

La Fondation Abbé Pierre a de nouveau dressé un tableau dramatique de la situation du logement à La Réunion. Dans son dernier rapport sur le mal-logement, elle constate que 85.000 Réunionnais sont dans un logement précaire, ou sont sans domicile fixe.

Cette situation témoigne d'une crise qui dure. Malgré toutes les mesures décidées à Paris, le respect du droit à un logement digne des Réunionnais est encore bien loin d'être atteint. Ce sont pourtant des sommes considérables qui ont été versées pour financer des projets immobiliers au cours de ces dernières décennies, soit sous forme d'aide directe aux sociétés de HLM, soit par la défiscalisation.

Toutes ces mesures ne permettent pas de régler la crise du logement dans notre île, qui se manifeste notamment par une liste d'attente de plus de 20.000 familles ayant droit à un HLM mais qui n'ont pas accès à un logement social avec un loyer moins cher.

Loyer :
60 % des dépenses

La Fondation Abbé Pierre souligne une des conséquences de cette pénurie : des loyers trop élevés. Cela signifie que pour une famille qui a un revenu mensuel de 1000 euros, le loyer représente 60 % des dépenses. Cette donnée du rapport de la Fondation met le doigt sur un facteur important de la crise. Avec des loyers aussi cher, et un coût de la vie supérieur à celui de la France pour un SMIC et des prestations sociales identiques, il est évident que pour beaucoup de familles, il est impossible d'avoir suffisamment d'argent pour se nourrir correctement pendant un mois. Voilà où en est La Réunion, un département de la France, 6e pays le plus riche du monde.

Pour atténuer la crise, la Fondation Abbé Pierre souhaite insister sur l'accompagnement des victimes. Cela passe selon elle par une meilleure information sur les droits des mal-logés. Elle explique que le recours au droit au logement opposable (DALO) est très peu utilisé. Cette disposition législative permet à une personne vivant dans un logement insalubre, surpeuplé ou privée de logement, de poursuivre l'État en justice afin de l'obliger à respecter le droit au logement. Mais alors que le DALO existe depuis plusieurs années, la Fondation Abbé Pierre n'a relevé que 6.000 recours sur tout le terri-

toire de la République.

30.000 logements inoccupés

Autre information des auteurs du rapport : La Réunion compte 30.000 logements inoccupés. Ce sont donc autant de logements qui pourraient être un foyer pour des locataires d'immeubles insalubres ou de bidonvilles. Mais bien que l'État puisse exercer un droit de réquisition, ceci n'est pas mis en œuvre. Et ces 30.000 logements sont vides, cela ne peut être que parce que le loyer proposé est bien au-dessus des moyens financiers de la plupart des locataires.

Autant dire que la Fondation Abbé Pierre pose de nouveau le problème à l'origine de la crise du logement dans notre île : le manque de logements adaptés à la capacité contributive des locataires. Ceci reste impossible dans le cadre actuel. D'où l'importance de confier aux Réunionnais la responsabilité de la politique du logement, afin qu'ils soient capables de régler au plus vite un problème que la France a été incapable de résoudre depuis des décennies.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Madam Loiseau la vol byin ba !

Mwin té i krwa, konm bonpé d'Rényoné, ké lo métood politik d'zané 60 , té déryèr nou, ébin mwin la tonm d'si l'ki, lot dimansh, kan mwin la vi dann télé zimaz la méss légliz Sodron.

Nou lé an kanpagn pou zéléksyon éropéinn. Nou vot lo 26 Mé proshin. Nou lé an démokراسي, parétil, lé donk lozik tout kandida i fé zot propagand , i dévlop zot program pou rékol lo pli posib biltin , lo zour lo vot. Mé arèt siouplé, pran nou pou kouyon !

Lot sominn donk, dé kandida éropéinn Parti governman Makron, Nathalie Loiseau, tèt de lis ék Stéphane Bijoux, la débark la Rényon pou fé la shas ék la pésh lo woua. Ziska-la, na pwin d'problém. Sof ké, kosa kréol la aprann, kosa kréol la vi ? Lo dé zapot Makron, promyé ran, la méss ramo légliz Shodron, dimansh matin. Toulédé, i pouvé pa mank sa, aköz askiparé zot i ador bondyé la Rényon, sirtou lo Sintéspri légliz Shodron. Si télman la télé la kour karté pou film azot. Konm dann tan Michel Debré !

Binwi, mézami. Bann zén zordi i koné pa pétèt, mé dann zané swasant, sak kou Michel Debré, té débark la Rényon, pou son kanpagn éléktoral, li té sar la méss légliz lo dimansh, défwa Sinn-Dni, sinon Sintandré, sansa ankor dann Sirk Salazi. Promyé ban lo néf, té rézervé pou li ék son lékip frodèr zéléksyon. Néna désertin d'zandrwa, li té profit lo sorti légliz, pou fé son préshman, pou vomi son kolèr d'si Kominis. L'ORTF té rat pasa pou aryin ditou, pou armont anou lo zimaz..

Swasantan apré, nou na linprésyon viv inpé lo minm mizik. Konmdi lo provérb : Shas lo natirél, li rovyin an galo. Mon sél rogré, l'ORTF zordi, la pa mont anou, si Madam Loiseau ék son Bijoux, la tir la lang pou gob in losti. Domaz, mwin noré vouli war sa. Antouka, pou wmin in shoz lé sir, Madam Loiseau la vol byin ba !

Pol